

Alliance rouge-verte: Une terre verte de paix et une place pour toutes et tous

Projet de programme sur la mondialisation présenté par le conseil national de l'Alliance rouge-verte / Enhedslisten du Danemark, au congrès annuel du parti, les 5 et 6 octobre [2019].

Traduction par Google révisée par Marc Bonhomme

Source : traduction anglaise du danois (<https://socialistproject.ca/2019/10/green-earth-with-peace-room-for-all/#easy-footnote-bottom-1-2603>)

Présentation :

L'internationalisme conséquent de l'Alliance rouge-verte du Danemark interroge le nationalisme grugeant Québec solidaire

Quand la militance de Québec solidaire veut se référer à des partis de gauche qui lui ressemblent, elle nomme soit la CUP catalane, dont deux députées avaient été invitées au congrès de 2017 du parti, soit La France insoumise dont le chef dit charismatique avait fait parvenir un message vidéo au même congrès faute de ne pas pouvoir venir, soit parfois Podemos, l'alter ego de ce dernier en Espagne. Le premier est un parti indépendantiste anti-capitaliste qui, de [son propre aveu autocritique](#), s'est laissé gagner par le nationalisme lors du référendum catalan de 2017. Les deux autres sont des partis-mouvements en déshérence se réclamant du « populisme de gauche » soit « [reconstruire un "peuple" uni contre l'oligarchie autour de valeurs progressistes \[...\] autour de la figure du leader \[...\] misant sur\] \[l\]e sentiment national, dont le pouvoir d'agrégation est sans égal sur une vaste échelle...](#) » Ce centrisme cédant à l'opinion publique, toujours fabriquée, a résulté en de sérieux déboires électoraux ce qui a provoqué une « [crise de la gauche](#) » imposant un « [temps de reconstruction](#) » surtout pour les deux partis cachant leur électoralisme sous leur populisme.

Mais presque jamais il n'est question de deux autres partis anticapitalistes, soit [l'Alliance rouge-verte](#) du Danemark et le [Bloc de gauche](#) du Portugal, qui lors des élections dans leur pays respectif en 2019 ont résisté au vent glacial de la droite réactionnaire anti-immigrant et sexiste malgré de marginaux reculs électoraux. (Le NPA français en ferait peut-être un trio s'il y avait en France une proportionnelle. Mais il est vrai que la France est d'un autre poids géopolitique.) Les références en français à ces deux partis sont d'ailleurs rares. La gageure de ces deux partis fondés à la toute fin du XX^e siècle et dotés dès leur fondation d'une représentation électorale, a été de concilier leur caractère fermement anticapitaliste avec un pragmatisme électoral les rendant immédiatement « utiles » au peuple travailleur en termes de réformes immédiates. Il faut dire que le suffrage proportionnel leur a grandement facilité la tâche face à des gouvernements dominés par des partis néolibéralisés de centre-gauche mais qui avaient besoin de leurs appui parlementaire toujours obtenu soit à la pièce, [non sans erreur occasionnelle](#), soit suite à de [laborieuses ententes préalables](#) mais toujours sans aucune participation au gouvernement du jour.

Faut-il ajouter que c'est là un périlleux exercice d'équilibriste où la tactique électorale bureaucratitante risque à tout moment de subjuguer la stratégie anticapitaliste pour un pouvoir prolétarien-populaire issu de la rue. Le renforcement électoral de leurs « partenaires » gouvernementaux lors des élections de 2019 témoigne de la difficulté à faire prédominer l'horizon alternatif aux dépens de l'urgence de tenir l'austérité et la répression en laisse. D'autant plus que ces deux partis, relativement nouveaux par rapport à ceux nommément sociaux-démocrates et (ex-)communistes, n'ont pas atteint leur niveau d'enracinement syndical quoique ils leur tiennent tête pour ce qui de la présence dans les mouvements des organisations de personnes opprimées. La gauche réformiste pourrait leur reprocher leur modeste poids électoral suite à une lente progression. N'est-ce pas là plutôt le signe d'une saine dépendance vis-à-vis la mobilisation sociale que ces deux partis alimentent de leur vivante perspective programmatique connue médiatiquement dans l'attente pro-active d'un éboulement démocratique à la mode algérienne ou hongkongaise ou encore mieux social à la mode 1968 ? Il se peut toutefois que la seule existence de ces partis renforce un attentisme populaire réformiste. Ce serait un inconvénient dialectique pour mieux bondir ce qui est préférable à une hâtive explosion de révolte qui s'auto-organise chemin faisant... mais à laquelle une héroïque durée peut peut-être donner le temps de se doter d'une alternative programmatique et organisationnelle sur le tas.

Ces deux partis ont jusqu'ici évité la contamination électoraliste grâce à leur ferme internationalisme. L'Alliance

rouge-verte danoise tente de fermer la porte à tout vacillement concernant l'accueil des personnes réfugiées face à la forte pression de la droite à laquelle le gouvernement de centre-gauche, qu'elle soutient critiquement, a partiellement cédé soi-disant pour protéger l'intégrité des programmes sociaux pour les natifs, bête noire de la gauche dans les pays nordiques et en Allemagne. Comme cet enjeu est central au Danemark, cette pression trouve des échos au sein de l'Alliance comme le montre les choix entre les options A et B dans le Projet de programme sur la mondialisation ci-contre, un modèle d'internationalisme concret. Au Portugal, cet accueil est une question marginale à cause de la pauvreté relative du pays au sein de l'UE, ce qui en fait une terre d'émigration, et à l'absence de façade sur la Méditerranée des 'boat people'. L'internationalisme du Bloc de gauche se définit comme l'envers de la médaille de l'Alliance rouge-verte soit de faire du Portugal le fer de lance de l'Union européenne (UE) dans la lutte contre la « troïka », face politique du capital financier mondial, à la fois en contrepartie et en relais de la capitulation de Syriza en 2015... en attendant que suive le reste de l'UE.

Cet internationalisme conséquent, au cœur de leur anticapitalisme, interpelle Québec solidaire qui depuis son relatif succès électoral de 2018 connaît en son sein une poussée nationaliste laquelle n'a rien à voir avec le nationalisme de l'oppression. Celle-ci s'amplifie au fur et à mesure de son approfondissement dans la société québécoise sous la houlette de son nouveau gouvernement caquiste ayant imposé une loi anti-voile dans le monde de l'enseignement et en voie de modifier dans un sens identitaire et restrictif sa politique d'immigration. Chez les Solidaires, tout a commencé par l'affaire des « [Chinois prédateurs](#) » qui aurait pu être sans trop de gravité n'eut été de l'entêtement de la direction du parti. Mais le mal est fait du côté des communautés québécoises dite visibles. Puis ce fut le débat sur voile où la base, heureusement, s'imposa fortement en congrès à [une direction divisée](#) mais penchant comme la tour de Pise vers une interdiction visant certaines positions d'autorité. Le penchant problématique s'envenima durant l'été quand la direction, l'air de rien, refusa de condamner la [déclaration anti-autochtone du maire d'Oka](#) à propos de laquelle celui-ci finalement s'excusa une fois que l'affaire eut quitté la une médiatique.

Pour la campagne électorale fédérale présentement en cours jusqu'au 21 octobre, le parti a décidé de rester motus et bouche cousue à propos de ses préférences partidaires sachant que le cœur de la grande majorité des membres du parti balance, a priori, entre le NPD de centre-gauche mais fédéraliste, et en perte de vitesse au Québec comme ailleurs au Canada, et le Bloc québécois national-populiste devenu carrément identitaire en remontée suite à son alignement total sur le gouvernement de la CAQ qui en retour le supporte ouvertement. Non seulement le parti a-t-il ignoré le [flirt ouvert du chef du Bloc avec un animateur populaire de « radio poubelle » d'extrême-droite](#), mais jusqu'ici, contrairement à son ancienne porte-parole, la direction Solidaire n'a pas dénoncé [l'islamophobie récemment révélée](#) de quatre candidatures du Bloc que son chef n'a pas répudiées se contentant d'une commune plate excuse stéréotypée concoctée par la permanence du parti.

C'est à partir de cette jauge qu'il faut apprécier le Projet de programme sur la mondialisation de l'Alliance rouge-verte comme balise internationaliste d'un programme général anticapitaliste. Rédigé dans un style clair et simple, ce programme explique dans un premier temps succinctement l'histoire et les conséquences tant économiques que politiques de la mondialisation capitaliste, en particulier de la responsabilité des multinationales financiarisées, tout en attirant l'attention de son impact sur les « syndicats, mouvements sociaux et luttes de résistance », ce qui est souvent négligé. On aurait cependant aimé un éclairage sur la crise climatique plus concentré et plus musclé. L'intérêt principal du document réside dans les engagements de l'Alliance rouge-verte qui en découle. On notera ceux concernant le droit à l'autodétermination et la démocratie de proximité tout comme le soutien local dialectiquement liées à la réalisation des objectifs mondiaux de l'ONU, à réformer tout en abolissant l'OTAN, et la redistribution globale de la richesse mondiale en particulier par la lutte contre les paradis fiscaux et pour une réforme fiscale mondiale. Le point d'orgue en sont les engagements radicaux à propos du droit d'asile et des conditions des travailleurs-ses immigré-e-s. En ces temps de migration massive qui ira croissante, ce dernier point devient la nerf de la guerre de l'internationalisme tellement qu'il engendre des tensions au sein de l'Alliance (choix entre A et B).

Marc Bonhomme, 13 octobre 2019

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

L'économie mondiale se caractérise par de fortes inégalités économiques et par un système de production qui a déjà dépassé les limites de ce qui est mondialement soutenable.

Aujourd'hui, nous assistons à des bouleversements et à des guerres, à de profondes crises économiques

récurrentes, au changement climatique, à la surexploitation des ressources, à une pauvreté profonde, à l'esclavage, à des inégalités croissantes, à des régimes autoritaires et non démocratiques et à des violations flagrantes des droits humains. Dans le même temps, une catastrophe écologique surgit à la vitesse de la lumière. La raison principale en est que le système capitaliste est basé sur l'exploitation et la répression. C'est également le principal obstacle à la résolution des problèmes du monde.

Par conséquent, nous avons besoin d'une nouvelle forme de production mondiale adaptée aux besoins des personnes, des communautés et de la planète. La production doit être organisée en fonction des besoins humains et dans le cadre de ce que notre Terre peut supporter, et non en fonction des besoins du profit à court terme.

Nous devons en déduire que nous n'avons qu'une seule Terre et que les ressources de la Terre sont donc notre responsabilité commune et doivent être notre propriété commune. Nous allons nous emparer du pouvoir et la propriété des entreprises transnationales puis construire le socialisme.

LES CONSÉQUENCES DE LA MONDIALISATION

Le capitalisme mondial et l'inégalité croissante

La différence entre les pays riches et les pays pauvres que nous constatons aujourd'hui n'est pas une coïncidence, mais un produit de processus économiques, militaires et politiques. La mondialisation représente un échange de plus en plus dense et englobant de capitaux, de biens, d'informations et de personnes entre les pays du monde, avec pour conséquence une interdépendance accrue. Cette évolution, qui a enrichi certains pays, en a appauvri d'autres. En même temps, les inégalités internes au sein des pays riches comme chez les pays pauvres ont fortement augmenté.

Le capitalisme est et a toujours été basé sur l'exploitation globale. Dans les régions les plus pauvres du monde, des matières premières bon marché sont produites, souvent dans des conditions de travail horribles et avec de lourdes conséquences pour l'environnement. Les matières premières bon marché sont transportées vers des zones industrielles où elles sont transformées en produits finis, qui sont ensuite transportés pour être vendus dans d'autres lieux. En particulier, les grandes entreprises ayant leur siège dans les pays riches détiennent le pouvoir sur ce système de production et en tirent d'énormes profits. C'est un système de production qui transfère des richesses énormes des pays pauvres vers ceux qui sont riches et qui maintient des milliards de personnes dans la pauvreté. C'est aussi un système de production qui conduit au changement climatique et à d'énormes dommages environnementaux aux niveaux local et mondial.

L'accumulation de capital dans la partie la plus riche du monde signifie également la mise en place d'un secteur financier constitué de grandes banques, de fonds de capital-investissement, etc. Ils investissent leur capital dans des projets partout dans le monde et aident ainsi à contrôler où investir, dans quoi investir et comment le faire.

Dans de nombreuses régions du monde, des grands pans de population connaissent des inégalités croissantes et ne peuvent plus espérer d'améliorations. Au contraire, leurs enfants vivent dans des conditions de vie moins favorables que celles de leurs parents. L'insécurité est beaucoup plus grande en ce qui concerne l'emploi, la sécurité sociale, les possibilités d'éducation, etc. Dans de nombreux pays riches, les réformes des dernières années ont érodé les salaires, de sorte que de nombreuses personnes à bas salaire doivent avoir plus d'un emploi pour pouvoir faire face à la situation ou demander l'aide à des organisations charitables. De plus en plus de personnes ne peuvent obtenir qu'un emploi temporaire et vivre dans une grande insécurité et sans droits. En même temps, de nombreux emplois disparaissent à cause de l'automatisation. De nombreuses entreprises embauchent des personnes migrantes dans des conditions d'extrême pauvreté, ce qui entraîne également une baisse des salaires et des conditions de travail des autres travailleurs. En outre, le crime organisé se développe dans de nombreux endroits, ce qui accroît l'insécurité et l'anarchie.

Relations de pouvoir globales

Depuis sa création, le capitalisme est caractérisé par des relations de pouvoir inégales, la violence, l'esclavage et l'exploitation. La révolution industrielle a été rendue possible par les profits et les produits des colonies et par la lutte contre la production en provenant. Les pays pauvres ont été maintenus dans des rôles secondaires en

tant que producteurs de matières premières, tandis que les pays riches ont développé des industries.

Le capitalisme a toujours été mondial et tributaire du marché mondial, depuis les premiers envois d'esclaves financés par les entreprises financières européennes jusqu'aux ateliers clandestins au Bangladesh. Mais la façon dont ce marché mondial a été réglementé a radicalement changé au cours de l'histoire. Depuis que Colomb est arrivé en Amérique, les puissances européennes ont divisé des parties de plus en plus grandes du globe en de vastes empires coloniaux. Au début du 20^e siècle, le monde était presque complètement divisé en un système impérial et quelques pays riches dominaient le reste du monde. Les conflits entre diverses superpuissances au sujet de leur influence dans le monde ont conduit à deux guerres mondiales.

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont constitué le plus important pouvoir économique, militaire et politique. La plupart des colonies ont acquis une indépendance formelle. Et les pays impérialistes d'Europe occidentale ont essayé de développer une structure impérialiste commune sous la forme de l'Union européenne (UE), qui, en alliance avec les États-Unis, devrait protéger les intérêts des grandes entreprises européennes dans le reste du monde. L'effondrement de l'Union soviétique et du bloc de l'Est a renforcé la domination mondiale des États-Unis.

La domination économique et politique d'aujourd'hui est de plus en plus contestée par d'autres puissances impérialistes. C'est le cas en particulier de la Chine, qui est non seulement la deuxième puissance économique du monde, mais qui également étend son influence politique et militaire en particulier en Asie du Sud-Est et en Afrique. En Europe, il existe un conflit intense entre la Russie et les États-Unis / UE sur la domination de l'Europe de l'Est. Ces développements augmentent le risque de guerre commerciale et finalement de conflit militaire, où les États-Unis, la Chine et la Russie sont impliqués plus ou moins activement de part et d'autre.

Les grandes puissances telles que la Chine, l'Union européenne, la Russie et l'Inde défendent leurs intérêts corporatifs nationaux et non la justice. Bien que des pays tels que la Russie et la Chine soient de plus en plus en conflit avec les pays capitalistes occidentaux, ces pays ne sont en aucun cas une alternative au système capitaliste. Par conséquent, une économie mondiale plus juste exige une confrontation avec l'ensemble du système capitaliste mondial, et pas seulement le remplacement d'une puissance dominante par une autre. La situation mondiale est encore compliquée par le fait que certains pays sont à la fois subordonnés aux États-Unis et agissent en même temps en tant que puissances impérialistes régionales. Nous le voyons par exemple avec le Brésil en Amérique latine et avec l'Arabie saoudite au Moyen-Orient.

L'UE repose sur l'idée d'un impérialisme européen commun par rapport au reste du monde. On le voit avec la pêche prédatrice au large des côtes africaines.

De plus, au sein de l'UE, la richesse est transférée de l'Europe du Sud et de l'Est vers les pays les plus importants de l'UE, tels que l'Allemagne et la France. En premier lieu, l'UE s'efforce de donner aux grandes entreprises les meilleures possibilités de générer des profits en imposant des privatisations et des coupes dans certains pays, au moyen de la loi de finances de l'UE, etc.

Le Danemark est l'un des pays impérialistes qui s'est développé sur la base du colonialisme. Le Danemark fonctionne toujours comme un pays impérialiste qui, dans le cadre de sa politique étrangère, défend les intérêts des grandes entreprises danoises, telles que A. P. Møller - Mærsk, qui jouent un rôle majeur dans la logistique militaire américaine. Le Danemark fait également partie de l'impérialisme européen au sein de l'UE et est un allié fidèle des États-Unis.

L'aide danoise aux pays en développement, qui visait auparavant à aider les pays en développement à lutter contre la pauvreté, est de plus en plus utilisée pour soutenir les grandes entreprises et promouvoir la politique impérialiste.

Le pouvoir des entreprises et du capital financier

Une dynamique fondamentale du système économique capitaliste consiste en une accumulation de capital entre les mains de grandes entreprises, de banques et de fonds de capital-investissement. Cette dynamique est renforcée par l'idéologie et la politique bourgeoises. Après la crise pétrolière des années 70, les gouvernements des principaux pays impérialistes ont appliqué une politique dite néolibérale, grâce à laquelle les accords commerciaux et la déréglementation des marchés financiers internationaux ont permis à ces grandes entreprises et institutions financières de se développer à un niveau sans précédent.

Des institutions internationales telles que l'OMC, le FMI, la Banque mondiale et l'UE ont joué un rôle central en tant qu'outils de cette politique. Par l'intermédiaire de ces institutions, des accords de libre-échange ont été introduits, obligeant les pays à ouvrir leurs marchés aux grandes entreprises. Et par le biais d'accords de prêt, les pays pauvres ont été contraints de mener une politique néolibérale, qui inclut la privatisation des transports, de l'eau et des entreprises publiques, ainsi que des réductions des avantages sociaux tels que l'éducation et la santé. Le FMI et la Banque mondiale ont souvent octroyé des prêts à des dictateurs et à des tyrans. Ces accords ont eu pour résultat, dans de nombreux endroits, de détériorer les conditions de vie des plus pauvres du monde.

Les accords commerciaux les plus récents tels que TTIP (UE et États-Unis), CETA (UE et Canada) et TTP (Asie et Pacifique) impliquent un nouveau transfert de pouvoir des entreprises et des investisseurs contre les décisions démocratiques, la protection des consommateurs, la législation environnementale, etc. Ils permettent même aux entreprises de poursuivre en justice les États qui appliquent des politiques qui nuisent aux bénéfices des entreprises.

La mondialisation de la production capitaliste et la politique néolibérale qui l'a soutenue ont également amené beaucoup d'entreprises à déplacer leur production industrielle entièrement ou hors des anciens pays industrialisés vers des pays où les salaires, les conditions de travail et les réglementations environnementales sont moins élevés. Cela se produit souvent dans une situation où la production est officiellement réalisée par une entreprise locale indépendante qui dépend en réalité entièrement des entreprises multinationales.

L'esclavage est plus répandu aujourd'hui que lorsqu'il était légal et les esclaves sont beaucoup moins chers aujourd'hui. L'esclavage est également présent dans les pays occidentaux, y compris au Danemark. L'esclavage existe dans de nombreux secteurs du monde des affaires, mais surtout là où il y a un besoin de main-d'œuvre non qualifiée. Il peut s'agir de produits tout à fait ordinaires tels que des vêtements, du poisson, du pain, du chocolat, des smartphones, etc., vendus dans nos magasins ordinaires, où des esclaves ont été utilisés quelque part dans la chaîne de production. En outre, certains esclaves sont utilisés, entre autres, pour la prostitution et le crime. De nombreux enfants sont exploités à des fins criminelles, par exemple pour la production de cannabis, comme pickpockets, pour frauder les services sociaux, etc. Jusqu'à présent, très peu de recherches ont été menées sur l'importance économique de l'esclavage.

L'internet a également donné aux entreprises de nouvelles possibilités d'organiser la production et la vente de produits dans le monde entier. Il a accru leur pouvoir vis-à-vis des employés et des États-nations: la plupart des plus grandes entreprises mondiales, mesurées en valeur de marché, sont basées sur l'Internet. L'internet a accru les possibilités de communication et de partage des connaissances, mais malheureusement, les États et les entreprises surveillent de plus en plus les activités en ligne des personnes, et les données personnelles sont mal protégées, collectées et vendues comme des produits.

La déréglementation des marchés financiers, en combinaison avec l'internet, a permis aux investisseurs financiers de déplacer rapidement leurs fonds vers et hors des marchés locaux, avec des conséquences dévastatrices pour l'économie locale. Cela a donné au secteur financier et aux grandes entreprises multinationales un pouvoir énorme à plusieurs niveaux. Lorsqu'elles peuvent décider du lieu des investissements, elles peuvent inciter les gouvernements locaux à mettre en œuvre la politique qu'elles souhaitent. Cela a entraîné un changement dans le rapport de force entre les États et le capital financier. Cela signifie également que les gens riches et les grandes entreprises du monde placent de plus en plus leur argent dans des paradis fiscaux, évitant ainsi la nécessité de financer les États-nations.

Par le biais de l'industrie culturelle, des médias et de la publicité, des rêves de millions de personnes sont façonnés selon une image particulière de prospérité et de liberté, qui confère aux médias et aux entreprises de publicité étasuniennes une domination culturelle assurée. Dans ce contexte, l'inégalité mondiale est plus grande que jamais. En 2017, le 1% plus riches de la population détenait plus de la moitié de la richesse mondiale, contre 70% qui en détenait seulement 3%. La richesse accumulée entre les mains d'une petite élite sert notamment à contrôler les médias et l'internet, à corrompre des fonctionnaires et des politiciens, à créer et à financer des partis politiques ou à organiser des armées privées.

Impact climatique et environnemental

Le système de production capitaliste mondial dépend de l'utilisation massive de combustibles fossiles. Ceux-ci

sont utilisés dans l'approvisionnement en énergie, les transports et l'industrie, y compris dans l'agriculture industrialisée, où de grandes entreprises multinationales produisent des semences, des engrais et des pesticides génétiquement modifiés. Les entreprises des secteurs pétrolier et automobile, et notamment l'industrie des armements, sont dominantes dans l'économie capitaliste et sont les plus gros pollueurs et les plus gros consommateurs de ressources.

La recherche de ressources pour soutenir ce système de production continue de piller de nouvelles zones, où les forêts sont abattues, où une exploitation minière dévastatrice est établie, et où de plus en plus de personnes sont déplacées des terres reprises par des entreprises multinationales. La pêche prédatrice a déjà considérablement réduit la quantité de poisson dans le monde. Les rivières et les ruisseaux, les réserves d'eau potable, la terre et la mer sont contaminés et, parallèlement, les ressources restantes sont privatisées à un rythme accéléré. Dans de nombreux endroits, il y a une dure bataille pour le contrôle de l'eau potable. Devrait-il être public ou privé? La lutte pour le contrôle des ressources se déroule également au-delà des frontières nationales et aggrave les tensions entre pays et territoires, ce qui risque de déclencher des guerres et des guerres civiles.

Les cultures génétiquement modifiées en combinaison avec les engrais et les pesticides sont de plus en plus répandues. Ce type d'agriculture a des effets dévastateurs sur l'environnement et signifie en même temps que des millions d'agriculteurs sont chaque année tributaires de l'achat de nouvelles semences auprès de grands groupes multinationaux.

Les changements climatiques et la destruction de la nature et de l'environnement qui en résultent ont d'énormes conséquences sur la santé des populations du monde entier: épidémies, faim, malnutrition, allergies, problèmes d'avoir des enfants, etc. Bien que ce soient le Nord et les pays les plus riches qui assument historiquement la plus grande responsabilité de la crise climatique à laquelle nous sommes confrontés, ce sont surtout les pays les plus pauvres qui paient la plus grosse facture en termes de vie ruinée et de pauvreté croissante. La lutte contre les inégalités mondiales est donc également compromise par le changement climatique.

Au niveau mondial, ce sont principalement les femmes qui travaillent dans l'agriculture et la production alimentaire et qui s'occupent des malades. Dans de nombreux endroits, cela signifie une augmentation spectaculaire de la charge de travail des femmes. Désormais, lorsque le sol est épuisé, les ressources en eau sont polluées et les problèmes de santé se multiplient. La destruction de la nature accroît également les inégalités mondiales, car ce sont surtout les pays pauvres qui sont durement touchés par la sécheresse, les inondations et les conditions climatiques extrêmes.

Le secteur financier spéculatif joue également un rôle dangereux pour l'environnement et le climat. Déjà, il y a une spéculation massive sur les prix de l'énergie, sur la production alimentaire, sur les prix des terres et même dans le commerce avec des quotas de CO2 qui, prétendait-on, devraient réduire le réchauffement climatique.

Mouvements réactionnaires et gouvernements autoritaires

L'énorme inégalité et l'insécurité causées par le capitalisme mondialisé et le néolibéralisme ont également conduit à une croissance spectaculaire des différentes formes de forces réactionnaires. Certains endroits prennent la forme de partis xénophobes, nationalistes et autoritaires, qui accèdent au pouvoir ou parviennent à faire en sorte que les partis bourgeois traditionnels, voire les sociaux-démocrates, prennent en charge une grande partie de leur politique. C'est le cas aux États-Unis, dans de nombreux pays d'Europe et au Danemark. Dans le même temps, nous assistons de plus en plus au développement d'États autoritaires dans de nombreuses régions du monde, avec l'introduction de pouvoirs d'urgence, où les droits humains sont compromis et où les médias et l'internet sont utilisés pour manipuler et surveiller les populations.

De nombreux endroits dans le monde voient également la montée du fondamentalisme religieux. Cela se produit dans toutes les grandes religions: christianisme, hindouisme, bouddhisme, islam et judaïsme. Dans de nombreux endroits, cela prend la forme d'un fondamentalisme religieux national, comme par exemple l'extrême droite sioniste, le wahhabisme d'Arabie saoudite, le nationalisme hindouiste de l'Inde et la droite chrétienne aux États-Unis.

Dans le même temps, le crime organisé se développe dans le monde entier. En partie dans les États où la démocratie est encore nouvelle et fragile et où les anciennes structures de la société sont affaiblies en même temps, et en partie à cause de la démolition de la démocratie dans les anciennes démocraties. Le crime

organisé est à l'origine d'intérêts économiques majeurs, notamment en matière de drogue, d'armes et de traite des êtres humains / esclavage. En même temps, les brutalités se multiplient dans de nombreux endroits, les gangs contrôlant des zones à la fois dans le pays et dans les villes. Chez de nombreux jeunes - et en particulier chez les hommes -, l'inégalité au sein de la communauté et le manque de perspectives suscitent une colère énorme. À certains endroits, on constate une coopération entre le crime organisé, les gangs et les multinationales.

Tous ces types très différents de mouvements réactionnaires ont des conséquences particulièrement dramatiques pour les femmes, les peuples autochtones, les LGBT et autres groupes vulnérables, y compris les populations exposées au racisme, à la persécution religieuse, à l'homophobie, etc. Dans de nombreuses régions du monde, le droit à l'avortement est soumis à des pressions, le droit de la famille est alourdi, les attaques contre les personnes LGBT s'intensifient tout comme le racisme. L'ampleur de la violence à l'égard des femmes dans le monde est alarmante.

Dans le même temps, nous assistons à un nouveau phénomène: certains courants nationalistes en Europe, aux États-Unis et en Israël attaquent une partie de la population, tels que les personnes migrantes ou musulmanes, sous prétexte de défendre les droits des femmes et des LGBT.

Nous voyons aujourd'hui comment un grand nombre de grands pays et territoires se dirigent dans une direction autoritaire et non démocratique. Cela s'applique à l'Inde, aux États-Unis, à la Russie, à la Chine, à un certain nombre de pays de l'UE, à la Turquie, au Brésil, etc. La lutte pour la démocratie et pour les droits démocratiques est donc plus pertinente que jamais.

Guerres et conflits

La guerre et les conflits sont monnaie courante dans de nombreux endroits. Les guerres et les guerres civiles sont dans certains cas imputables aux élites locales et aux dictateurs qui déclenchent la violence et l'oppression en cherchant plus de richesse et de pouvoir. Cela peut conduire à un conflit armé entre des élites rivales ou contre des mouvements de résistance populaires. Dans d'autres cas, la guerre et les conflits sont déclenchés par l'impérialisme mondial, où des puissances économiques et militaires impérialistes se battent pour le contrôle des ressources et des territoires du monde, comme les guerres au Congo, en Irak et en Libye.

Souvent, ces deux sources sont associées à la guerre et à la guerre civile. Les élites et les dirigeants locaux cherchent l'aide des puissances impérialistes ou tentent - à l'inverse - de camoufler ces luttes pour leurs propres intérêts en tant qu'opposition aux puissances étrangères. D'autre part, les puissances impériales attisent délibérément les contradictions ethniques et nationales locales afin de mieux exercer leur pouvoir dans les pays pauvres et de s'allier aux intérêts changeants du pouvoir local.

En même temps, l'industrie des armes est devenue une très grande partie de l'économie. Dans certains pays tels que les États-Unis et la Grande-Bretagne, l'industrie de l'armement représente une partie tellement importante de l'économie nationale que les fabricants d'armes ont une grande influence sur les décisions politiques.

Migration et fuite

Il y a une grande différence selon que les gens parcourent le monde pour étudier, expérimenter et devenir plus sages, ou peut-être à cause de l'amour, ou que des personnes soient poussées à quitter leur région. À la fin des années 1800 et au début des années 1900, des millions de personnes ont été forcées de quitter l'Europe, notamment vers les États-Unis, pour améliorer leurs conditions de vie et permettre à davantage d'enfants de survivre, d'apprendre à lire et à écrire, et s'ouvrir aux opportunités ailleurs dans le monde. D'autre part, ils ont pu constater que dans leur pays d'origine, il n'était pas possible de trouver un emploi ou de gagner suffisamment d'argent en cultivant la terre pour assurer leur survie et celle de leur famille. Aujourd'hui, la même chose se produit dans de nombreux endroits du monde, notamment en Afrique.

Sous le capitalisme, le travail est une marchandise sur le marché du travail. Lorsque les marchandises et l'argent circulent de plus en plus dans le monde, cela signifie également que les gens sont poussés à se déplacer pour trouver un emploi. Il peut s'agir de personnes de zones rurales qui se déplacent vers les villes et de personnes qui traversent des frontières.

Dans le monde entier, des millions de personnes sont obligées de quitter leurs familles et leurs communautés. Cette migration a de nombreuses causes différentes: la pauvreté, le chômage, la guerre, la persécution, la traite des êtres humains, le changement climatique et de nombreux autres mécanismes poussent les gens à se déplacer.

Les changements climatiques provoquent de plus en plus de gens à fuir la sécheresse, les inondations, les conditions météorologiques extrêmes, l'épuisement des sols et les épidémies. Beaucoup essaient d'atteindre l'Europe, mais la plupart se retrouvent dans d'autres pays pauvres.

De même, en Europe, nous constatons une migration croissante fondée sur le chômage et une inégalité de rémunération entre les pays. Dans certaines régions, il existe une migration hors de l'Europe, par exemple du Portugal, où de nombreux jeunes se rendent au Brésil, aux États-Unis ou en Afrique. Dans d'autres pays, tels que la Grèce, l'Espagne et les pays d'Europe orientale, des migrations vers d'autres pays européens, tels que l'Allemagne, l'Angleterre et les pays scandinaves, ont lieu.

Simultanément, dans de nombreuses régions du monde, les médias, la publicité et les industries culturelles font rêver les gens créant ainsi l'illusion qu'ils pourraient avoir un avenir meilleur s'ils s'installent dans les pays riches. Souvent, le choix de migrer exprime à la fois la sortie d'une situation inhumaine et l'espoir d'un avenir meilleur.

De nombreux-ses travailleur-se-s migrant-e-s se retrouvent dans des positions très vulnérables où les salaires et les conditions de travail sont misérables. C'est peut-être parce que leur permis de séjour est lié à leur contrat ou parce qu'ils ont payé cher pour se rendre à leur nouveau lieu de travail. Souvent, le voyage est payé par leurs familles et certains sont victimes de violences et de menaces, à la fois contre eux-mêmes et leurs familles chez eux. Dans certains cas, il s'agit d'un esclavage absolu.

Des conditions de travail misérables pour les personnes migrantes sont observées dans de nombreux secteurs, notamment l'agriculture, la pêche, la construction, le textile, les hôtels, les restaurants et les travaux ménagers. Existe une importante exportation de femmes originaires de pays pauvres, tels que les Philippines et l'Inde, pour faire des travaux ménagers dans les riches États pétroliers du Moyen-Orient, aux États-Unis et en Europe, y compris au pair au Danemark.

L'agenda politique néolibéral favorise la migration, par exemple les directives de l'UE sur la libre circulation des travailleur-se-s. D'autre part, les courants xénophobes et nationalistes dans la plupart des pays riches impliquent des restrictions sur la possibilité de migration, en particulier contre les personnes migrantes des pays pauvres. Cette combinaison crée une situation dans laquelle de nombreuses personnes migrantes sont privées des mêmes droits, du même salaire et des mêmes conditions de travail que la population locale. Cela crée une pression sur les salaires et les conditions de travail pour tous et toutes. Le resserrement des contrôles aux frontières signifie également que les migrations illégales et souvent dangereuses constituent la seule façon pour de nombreuses personnes pour se déplacer d'un pays à l'autre.

Si les mouvements réactionnaires dans de nombreuses régions du monde sont l'une des raisons pour lesquelles les gens émigrent ou sont forcés de s'échapper, les mouvements réactionnaires dans les pays où ils arrivent exploitent simultanément les personnes réfugiées et migrantes comme fondement de leur politique xénophobe et nationaliste. Et de nombreux endroits, le droit d'asile a également subi de fortes pressions.

Syndicats, mouvements sociaux et luttes de résistance

Un monde juste nécessite une organisation internationale de la classe ouvrière, de la gauche politique et d'autres mouvements progressistes. La capacité des entreprises à déplacer mondialement la production et le travail crée une pression sur les salaires, les conditions de travail et les réglementations environnementales. Cela crée une situation où les travailleur-se-s du monde entier se font concurrence pour les mêmes emplois, mais aussi une situation où beaucoup ont des collègues directs ou indirects dans d'autres pays. Néanmoins, le mouvement syndical n'est pas suffisamment organisé au niveau international.

L'Alliance rouge-verte estime que l'Organisation internationale du Travail des Nations Unies doit être renforcée dans le but de garantir des salaires et des conditions de travail décentes.

Bien qu'il existe des exemples de luttes syndicales qui dépassent les frontières, par exemple parmi les dockers, le personnel des aéroports et certaines multinationales du secteur des services, le mouvement syndical n'a

toujours pas réussi à s'organiser de manière transfrontalière pour défier sérieusement le pouvoir des entreprises multinationales.

L'expérience acquise en matière d'organisation syndicale montre qu'il est essentiel de disposer d'une organisation solide sur le lieu de travail et de faire participer les membres du syndicat à l'élaboration des revendications.

L'Alliance rouge-verte prône une organisation internationale du travail forte et dotée des moyens nécessaires pour renforcer les demandes globales des travailleur-se-s. Cela signifie une organisation syndicale dans laquelle il est possible de rester organisé, même lors de déplacements transfrontaliers, et où des personnes travaillant dans la même entreprise ou dans le même secteur transfrontalier peuvent être organisées ensemble et soulever des revendications communes. Certains syndicats coopèrent déjà et permettent aux membres de transférer leur adhésion syndicale lorsqu'ils déménagent dans un autre pays.

Un mouvement syndical international doit notamment exiger des réductions de la durée du travail, des augmentations spectaculaires des salaires des groupes mondiaux à bas salaires, des conditions de travail saines et bonnes pour tous, ainsi que des modifications de la production visant la soutenabilité écologique. L'Alliance rouge-verte travaillera pour que le mouvement syndical danois prenne la tête de la lutte pour un mouvement syndical international fort et progressiste.

Une autre force importante est le mouvement des peuples autochtones, des paysan-ne-s et des ouvrier-ère-s agricoles, en particulier des femmes, qui luttent contre le pillage de la terre et de la nature par les grandes entreprises et pour une production agricole locale, collective et écologiquement soutenable. Ces mouvements ont déjà une collaboration et des réseaux internationaux et jouent un rôle important dans la lutte contre le changement climatique et la mondialisation néolibérale, ainsi que pour la production locale, soutenable et démocratique.

Le mouvement des femmes a remporté de grandes victoires à l'échelle mondiale, mais il est encore loin d'atteindre ces objectifs. Dans le même temps, il y a une forte augmentation de la résistance des forces réactionnaires. Il reste donc nécessaire de renforcer la lutte des femmes. Tant dans la lutte pour l'égalité de rémunération et l'égalité des conditions sur le marché du travail, mais aussi dans la lutte pour le droit de décider de contrôler son propre corps, y compris contre la violence et les viols. Le mouvement pour l'avortement libre en Pologne et en Irlande, le mouvement contre la violence en Inde, en Argentine et en Italie, ainsi que le mouvement #MeToo ont permis de mettre la lutte des femmes à l'ordre du jour et ont poussé beaucoup plus de femmes à oser prendre la parole, à oser parler à ce quoi elles sont exposées.

Le mouvement LGBT est un exemple de mouvement international qui a eu de bons résultats tout en étant une source d'irritation et de persécution pour de nombreuses forces réactionnaires.

Dans de nombreux endroits, des mouvements de protestation spontanés apparaissent. Parfois de manière destructive avec incendies et pillages, parfois avec la formulation d'exigences progressistes pour de meilleures conditions. Beaucoup de personnes ont perdu confiance dans la démocratie et dans les partis, organisations et mouvements traditionnels. Dans certains endroits, la gauche a réussi à se connecter aux mouvements de protestation, où, par exemple, des luttes se font jour pour le droit au logement et pour un salaire minimum vital.

L'ALLIANCE ROUGE-VERTE VEUT

La solidarité internationale

L'Alliance rouge-verte est solidaire des peuples et des mouvements du monde entier qui luttent dans la même sens que nous. Cela s'applique aux syndicats, aux mouvements de femmes, aux mouvements LGBT, aux mouvements antiracistes, aux mouvements écologistes, aux mouvements pour la paix, aux mouvements pour la démocratie et aux partis socialistes.

L'Alliance rouge-verte participe et soutient des mouvements progressistes aux niveaux local et mondial. Nous croyons que c'est grâce à de tels mouvements que nous pouvons créer un changement. Notre principe fondamental est la solidarité directe par-delà les frontières. Cela signifie que les syndicats, la gauche et les

autres mouvements sociaux doivent coopérer, s'entraider au-delà des frontières et formuler des revendications de solidarité communes.

L'Alliance rouge-verte s'emploie à renforcer les droits des peuples autochtones. En même temps, dans de nombreux endroits, cela entraînera une protection accrue des zones naturelles importantes. Lorsque nous discutons de la protection d'importantes zones naturelles, telles que la forêt pluviale, l'Arctique, etc., il est également important que les habitants qui y vivent soient inclus dans le développement.

L'Alliance rouge-verte soutient le droit des peuples à l'autodétermination nationale et à l'affranchissement de la domination coloniale. Cela concerne en premier lieu les pays encore colonisés par des puissances étrangères. L'Alliance rouge-verte reconnaît le Sahara occidental et un État palestinien dans les frontières de 1967. Nous soutenons le droit de la citoyenneté d'utiliser leur propre langue dans leurs relations avec les pouvoirs publics et les systèmes juridiques, ainsi qu'un vaste pouvoir d'autonomie régionale et locale pour les minorités nationales. L'Alliance rouge-verte soutient le droit du Groenland et des Îles Féroé à l'indépendance du Danemark s'ils le souhaitent. Le Danemark doit tendre la main à une coopération égale avec les îles Féroé et le Groenland, et l'Alliance rouge-verte donne la priorité à la coopération avec la gauche des îles Féroé et du Groenland.

Renforcer la démocratie

Lorsque la démocratie doit être renforcée, il est nécessaire de disposer de structures démocratiques. Les pays indépendants constituent un cadre important pour la construction et le renforcement de structures démocratiques. Plus les décisions sont prises loin des personnes avec lesquelles ces décisions sont liées, plus il devient difficile pour ces personnes de les influencer. Cela est particulièrement vrai si les décisions sont prises dans des comités fermés, etc., comme dans l'UE, où les lobbyistes ont beaucoup plus d'influence que la citoyenneté.

L'Alliance rouge-verte travaillera au développement d'organisations internationales fondées sur des principes démocratiques et le respect des personnes et de l'environnement, où les décisions sont transparentes et où une influence populaire réelle est possible. Le Conseil nordique et le Conseil de l'Europe sont des exemples d'organisations internationales soutenues par l'Alliance rouge-verte, car elles sont fondées sur des principes démocratiques.

Objectifs mondiaux des Nations Unies

Les précédents objectifs du Millénaire énoncés par l'ONU depuis l'an 2000 ont contribué à des améliorations majeures pour de nombreux habitants des pays en développement. Les objectifs mondiaux de 2015 vont plus loin et fixent des objectifs ambitieux pour tous, dans tous les pays. Nous soutenons l'objectif mondial des Nations Unies d'abolir l'inégalité et la pauvreté, de garantir des emplois décents à tous, de créer un environnement sain et de garantir la paix et la justice. Ils indiquent la direction opposée au développement que représente le capitalisme mondial. Néanmoins, presque tous les pays du monde sont officiellement en retard sur les objectifs mondiaux. Certains États et municipalités utilisent les objectifs mondiaux comme référence. Certaines entreprises s'efforcent d'en atteindre un ou plusieurs.

Certains, bien sûr, ne font que donner un peu d'argent et espèrent ainsi être absous de toutes les mauvaises choses qu'ils commettent en même temps. Mais il existe également de réelles opportunités de créer des changements à l'image de nombreux endroits qui ont déjà réussi à réduire la pollution grâce à la prise de conscience croissante de l'environnement. Les objectifs mondiaux concentrent et légitiment les luttes populaires et la société civile sur de nombreux points. L'Alliance rouge-verte renforcera le recours aux objectifs mondiaux, notamment en s'assurant s'il y a une action derrière les beaux mots, entre autres, avec un soutien pour le journalisme critique et également pour la recherche dans ce domaine.

Production soutenable locale

La production doit fonctionner dans les limites de ce que le monde peut gérer. Elle doit être basée sur les besoins de la population et soumise au contrôle démocratique de la population. Par conséquent, la production doit être plus importante qu'aujourd'hui localement, c'est-à-dire près du lieu de la consommation. La production locale offre une meilleure sécurité d'approvisionnement à la population en cas de crise et minimise les besoins de transport.

Il est particulièrement essentiel que la production alimentaire soit organisée de manière à garantir à tout le monde une nourriture saine et savoureuse. Chaque pays et chaque région devraient atteindre une souveraineté alimentaire telle qu'ils ne puissent être menacés par un embargo sur les produits alimentaires.

Par conséquent, nous préconisons une réorganisation de l'agriculture danoise pour qu'elle devienne écologique, soutenable, démocratique et ciblée en fonction des besoins locaux. Nous soutenons donc également les mouvements d'autres pays en faveur de la souveraineté alimentaire locale.

Nous voulons que le Danemark aille de l'avant et montre la voie du changement. Les lieux de travail, les écoles, les établissements d'enseignement, les régions et les municipalités doivent apporter leur contribution. Nous soutiendrons les propositions à tous les niveaux en faveur de conversions bénéfiques pour le climat et luttant contre les inégalités mondiales.

Nous traiterons de toutes les règles nationales, règles de l'UE et règles internationales qui entravent nos possibilités de développer des marchés publics, de rapatrier des emplois et des infrastructures pour une gouvernance collective ou nationale, et de faire respecter des normes strictes en matière de climat, d'environnement et de milieu de travail. En bref, toutes les règles qui nous empêchent de prendre les devants et de donner l'exemple.

Arrêtez le pillage des gens et de la nature

Nous sommes opposés à ce que les grandes entreprises pillent les ressources naturelles et exploitent les gens, peu importe où cela se produit. Nous voulons demander des comptes aux entreprises danoises qui participent au pillage des ressources naturelles des pays pauvres ou qui violent les droits fondamentaux humains dans la production mondiale. Nous travaillons donc pour les chaînes transfrontalières responsables afin que les entreprises danoises puissent être tenues responsables des activités de leurs sous-traitants dans d'autres pays.

Nous nous opposons au fait que le Danemark conclue des accords commerciaux, participe à des interventions militaires ou à d'autres formes de commerce et de politique étrangère visant à soutenir les entreprises danoises au détriment des personnes et de l'environnement dans d'autres parties du monde. De même, nous nous opposons à toutes les initiatives au sein de l'UE qui défendent les intérêts des entreprises européennes aux dépens de la population et de l'environnement d'autres régions du monde.

Redistribution globale

Une répartition équitable des ressources de la planète exige une redistribution massive, en partie des pays riches vers ceux qui sont pauvres, en particulier de l'élite extrêmement riche vers le reste de la population mondiale. Il faut que les secteurs clés tels que l'énergie, les infrastructures et le secteur financier soient sous le contrôle démocratique du peuple.

Une redistribution mondiale signifie également que les pays riches, tels que le Danemark, ont une dette climatique à payer. Par conséquent, l'Alliance rouge-verte soutient l'obligation faite aux pays riches d'indemniser les pays pauvres afin qu'ils ne puissent pas détruire leurs ressources naturelles irremplaçables telles que les forêts tropicales. En même temps, nous devons montrer la voie en réorganisant radicalement notre production, nos transports et notre consommation. L'objectif de l'Accord de Paris de réduire les émissions de CO2 n'est pas assez ambitieux et ne sera pas atteint non plus. Nous soutenons tous les engagements mondiaux visant à mettre fin à la catastrophe climatique. Les activités inutiles et nuisibles à l'environnement doivent être supprimées au profit d'activités utiles ne nuisant pas à l'environnement.

Afin de soutenir une redistribution mondiale, nous préconisons des accords de commerce équitables qui donnent aux pays pauvres la possibilité d'exporter à des conditions équitables vers les pays les plus riches.

L'assistance aux pays en développement sert à la fois à lutter contre la pauvreté et à apporter un soutien réel au développement; Cependant, elle est aussi utilisée pour politiquement faire pression, pour le soutien aux régimes douteux et pour le soutien des milieux d'affaires aux grandes entreprises. Nous préconisons que le Danemark augmente de manière significative son aide au développement et la réorganise pour cibler la construction de mouvements sociaux et de la société civile dans les pays bénéficiaires. Les principaux objectifs devraient être de lutter contre la pauvreté, de renforcer les populations locales, de soutenir la démocratie et le développement réel de l'économie des pays bénéficiaires, ainsi que de défendre l'environnement.

Le système fiscal international contribue à maintenir les inégalités mondiales entre les pays. Les pays en développement doivent donc bénéficier d'un soutien massif pour mettre en place des systèmes fiscaux locaux sûrs et solides. L'impôt actuel sur les entreprises est versé aux pays dans lesquels ces entreprises ont leur siège social ou est placée dans des paradis fiscaux. Au lieu de cela, l'Alliance rouge-verte souhaite que l'impôt sur les bénéfices des entreprises soit réparti en fonction des pays où se fait leur production et où sont générés leurs revenus, de manière à établir une corrélation entre activité économique, création de valeur et fiscalité. Enfin, le Danemark doit être à l'avant-garde de la lutte pour obtenir un taux minimum d'imposition sur les entreprises et être un pays pionnier dans la mise en œuvre de normes internationales qui combattent l'évasion fiscale des entreprises.

Affronter les paradis fiscaux et les fortunes illégales

Aujourd'hui, les entreprises peuvent éviter de payer leurs impôts en transférant leur argent vers des pays où ils peuvent être dissimulés aux autorités fiscales et où les impôts sont très bas.

Les derniers scandales financiers au Danemark et dans de nombreux autres pays concernant, entre autres, la fraude fiscale touchant l'impôt sur les dividendes et le blanchiment d'argent montrent que les grandes banques (Danske Bank, Deutsche Bank, Nordea et d'autres) se livrent à la dissimulation de fortunes de manière illégale.

Nous travaillons pour un registre mondial de la propriété d'actifs financiers et pour des sanctions envers les pays et les entreprises qui cachent de l'argent aux autorités fiscales. Un impôt mondial sur la fortune doit être instauré pour garantir que les très riches paient leur part de la facture mondiale.

Les biens acquis illégalement doivent être confisqués.

En outre, des contrôles nationaux et internationaux sur les mouvements de capitaux et une taxe sur les transactions financières sont nécessaires pour contrecarrer les investissements à court terme et limiter la capacité des entreprises de transférer de l'argent de par le monde à leur guise.

Droit d'asile

[Le 2 mars, le Conseil national a décidé de faire des propositions alternatives A et B là où il y avait un désaccord au sein du Conseil. Cela signifie que le Congrès annuel doit voter sur les sections où il y a des propositions A et B, afin de décider laquelle utiliser dans le document final.]

L'Alliance rouge-verte s'emploie à promouvoir la paix et le règlement des conflits dans le monde, afin que personne ne soit obligé de fuir. Mais pour y parvenir, de nombreuses forces à de nombreux niveaux devront s'efforcer de faire un effort long et difficile.

Par conséquent, nous devons garantir des conditions raisonnables aux personnes qui doivent fuir.

La grande majorité des personnes réfugiées séjournent ailleurs dans leur pays ou dans les pays voisins. De nombreuses années dans des camps de personnes réfugiées sans travail aident à briser des personnes. Par conséquent, l'Alliance rouge-verte œuvre pour une politique des personnes réfugiées dans laquelle le Danemark et d'autres pays riches aident beaucoup plus les personnes réfugiées du monde entier. Et surtout pour créer des lieux locaux de travail et d'éducation de manière à ce que les personnes réfugiées puissent mener une vie aussi normale que possible pour qu'ils et elles soient en mesure de pouvoir construire leur avenir. Cela encouragera également les personnes réfugiées à participer à la reconstruction de leur pays une fois la paix rétablie.

Nous défendons le droit d'asile pour les personnes fuyant la guerre et la persécution, notamment à cause de leur sexe et de leur sexualité.

Proposition 1A: L'Alliance rouge-verte s'efforce de rendre la résidence permanente et la citoyenneté beaucoup plus faciles et rapides qu'aujourd'hui.

Proposition 1B: Les personnes réfugiées qui reçoivent l'asile doivent avoir le droit de résidence permanente afin de ne pas risquer d'être expulsés par la suite.

Les personnes réfugiées ayant obtenu l'asile doivent avoir les mêmes droits au travail, à l'éducation, au

logement, aux services de santé, au regroupement familial, etc., au même titre que les autres citoyen-ne-s danois-e-s.

De plus en plus de personnes dans le monde doivent quitter leur foyer à cause du changement climatique. Les pays riches comme le Danemark ont la responsabilité non seulement de contribuer aux changements nécessaires dans la production, les transports, etc., mais également de contribuer à ce que ces personnes obtiennent un nouveau logement avec la possibilité de travailler, de faire des études, etc.

Proposition 2A: Le Danemark doit aller de l'avant dans la lutte pour la sécurité des réfugié-e-s du climat et œuvrer simultanément pour des solutions internationales au problème des réfugié-e-s du climat.

Proposition 2B: Le droit d'asile doit donc être étendu à davantage de personnes qu'aujourd'hui, y compris aux personnes contraintes de fuir à cause du changement climatique.

L'accès à l'asile doit être amélioré. Cela signifie que le Danemark doit accepter davantage de personnes réfugiées et qu'il doit de nouveau être possible de demander l'asile aux ambassades. La convention de Dublin devrait être abrogée. Et il faut mettre fin aux formes de contrôle brutales et inhumaines aux frontières, lesquelles formes sont exercées aux frontières extérieures de l'Union européenne et par le biais d'accords cyniques avec des dictateurs et des régimes autoritaires.

Bonnes conditions pour les travailleur-es-s immigré-e-s

Les inégalités mondiales ne peuvent ni ne doivent être résolues par la migration de main-d'œuvre des pays pauvres vers les pays riches, mais par la redistribution de la richesse - et par la création d'une production locale soutenable, susceptible de créer des emplois locaux dans tous les pays. Aucune personne ne devrait être contrainte de quitter son pays et sa famille pour travailler ou vivre en paix.

Mais tant que nous n'aurons pas atteint cet objectif, il y aura toujours beaucoup de travailleur-se-s migrant-e-s. Il est donc crucial de renforcer les syndicats aux niveaux local et international. Si les travailleur-se-s migrant-e-s ne doivent pas être utilisé-e-s pour réduire les salaires et les conditions de travail de la population locale, le mouvement syndical doit alors les organiser et se battre avec eux et elles pour obtenir les mêmes conditions de salaire et de travail.

Il est essentiel pour ce travail que les travailleur-se-s migrant-e-s qui luttent pour obtenir un salaire décent et des conditions de travail correctes ne puissent perdre leur permis de séjour à la suite de ce travail syndical. Par conséquent, le mouvement syndical doit également être plus présent et offrir aux gens des informations et la possibilité de s'organiser avant qu'ils ne quittent le pays. En particulier en Europe, il est nécessaire de donner une grande priorité à la coopération des syndicats par-delà les frontières.

L'Alliance rouge-verte s'emploie à renforcer les possibilités de lutte du mouvement syndical, au Danemark et à l'échelle internationale, notamment en encourageant le recours accru aux grèves de solidarité et aux blocages (notamment en légalisant les grèves et les blocus dans les pays où ils ne sont pas autorisés. aujourd'hui) et interdire l'importation de briseurs de grève dans le contexte de conflits syndicaux.

Proposition 3A: Lorsqu'il est nécessaire de définir des règles en matière de mobilité de la main-d'œuvre, l'Alliance rouge-verte souhaite mettre en balance deux considérations. D'un côté, nous voulons que les gens aient la plus grande liberté possible pour voyager dans d'autres pays et travailler s'ils le souhaitent. D'autre part, nous ne voulons pas que les employeurs utilisent l'accès aux importations de main-d'œuvre pour faire baisser les salaires et les conditions de travail.

Nous œuvrons pour que tous les travailleur-se-s aient le droit de voyager librement et de chercher du travail dans tout pays, dans les conditions applicables dans ce pays. Dans le même temps, nous voulons renforcer les possibilités du mouvement syndical de déterminer dans quelles conditions une personne peut être employée dans une entreprise ou un secteur particulier.

Par conséquent, nous œuvrons pour que les entreprises n'aient pas la possibilité d'importer de la main-d'œuvre qui serait utilisée pour affaiblir les salaires et les conditions de travail. Par conséquent, la main-d'œuvre ne peut être importée que si l'employeur peut documenter que l'emploi est effectué conformément à une rémunération collective ordinaire et à des conditions de travail que le syndicat local peut approuver.

Proposition 3B: Nous œuvrons pour que tous les travailleur-se-s aient le droit de voyager librement et de chercher du travail dans tout pays, dans les conditions applicables dans ce pays. Dans le même temps, nous souhaitons renforcer la capacité du mouvement syndical à déterminer dans quelles conditions il est possible d'être embauché dans une entreprise ou un secteur particulier. Cela peut par exemple être fait en restaurant le droit aux accords exclusifs.

Nous pensons que les employeurs publics et privés doivent, en règle générale, rendre publiques les offres d'emploi et contacter le centre pour l'emploi local et le syndicat avant que les emplois ne soient pourvus, de manière à ce que toutes les personnes sans travail aient la possibilité de postuler à cet emploi.

Dans la pratique, le système judiciaire doit saisir l'occasion pour imposer des sanctions sévères aux entreprises et à leurs propriétaires qui embauchent des personnes à des conditions analogues à l'esclavage. Ces sanctions comprennent de lourdes amendes, la confiscation des bénéfices, l'imposition de peines de prison aux responsables et la privation du droit de faire des affaires. Nous nous engageons à travailler à la recherche sur ce que l'esclavage moderne signifie pour l'économie mondiale.

En outre, nous œuvrerons pour une politique d'achats responsables, dans laquelle le secteur public s'assurera, dans la mesure du possible, que les produits et services qu'il achète sont fabriqués par des personnes rémunérées et disposant de conditions de travail décentes - quel que soit le lieu où le travail est effectué - entre autres en travaillant pour les responsabilités de la chaîne et pour la transparence tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de telle sorte que ceux qui vendent des produits doivent pouvoir rendre compte de l'ensemble de leur chaîne de sous-traitance et soient responsables de l'ensemble de la chaîne.

Nous travaillons pour un protocole social dans l'UE qui garantisse que les salaires locaux et les conditions de travail s'appliquent à tous et toutes.

Paix

L'Alliance rouge-verte a pour objectif de créer un monde où la citoyenneté peut vivre sans craindre la guerre, sans misère, sans répression et sans régime non démocratique. Nous pensons qu'il est possible d'atteindre cet objectif car la majorité de la population mondiale le souhaite.

Les Nations Unies ont été formées après la Seconde Guerre mondiale sur la base du désir massif des peuples d'éviter davantage de guerres, mais aussi avec une répartition du pouvoir basée sur le rapport de force entre les plus grandes puissances de l'époque. L'ONU est une institution nécessaire pour traiter les conflits. Le développement mondial signifie que l'ONU est plus que jamais nécessaire pour faire face aux conflits futurs concernant la domination du Pacifique, de l'Arctique, peut-être dans l'espace, la concurrence pour les derniers combustibles fossiles, les réserves d'eau et autres. Dans le même temps, il est nécessaire de faire preuve de vigueur pour pouvoir gérer des problèmes mondiaux tels que l'irresponsabilité du capital financier, les problèmes climatiques et pour assumer la responsabilité des réfugié-e-s climatiques. Cependant, l'ONU n'est pas un parlement mondial des peuples, mais une coopération entre gouvernements.

L'Alliance rouge-verte s'emploie à renforcer et à réformer le système des Nations Unies, notamment en abolissant le droit de veto au Conseil de sécurité, afin que l'ONU soit mieux en mesure de résoudre les principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Nous voulons abolir l'OTAN et le Danemark devrait entre temps s'en retirer, tout comme nous voulons également nous retirer de l'UE, et nous opposer aux projets de construction d'une armée de l'UE. Nous pensons que le Danemark devrait avoir une politique étrangère de paix axée sur la manière de prévenir et de résoudre les conflits plutôt que de se lancer dans plusieurs guerres d'attaque sans bon sens.

Le Danemark et les autres pays nordiques doivent renforcer leurs capacités en matière de résolution des conflits et rechercher les moyens de consolider la paix et de prévenir la guerre, au lieu de fournir des millions de dollars pour la recherche pour la production d'armes et pour les études militaires.

Un désarmement actif, entre autres, dans la région de la mer Baltique, avec des accords mutuellement contraignants sur le désarmement, pourrait créer beaucoup plus de sécurité et de stabilité que la course aux armements, qui vient de commencer. Nous travaillons également pour un monde sans armes nucléaires. Pour

atteindre cet objectif, nous appuyons les traités sur la réduction et le démantèlement des armes nucléaires et l'obligation de créer des zones exemptes d'armes nucléaires. Nous nous opposons aux armes nucléaires au Danemark, aux îles Féroé et au Groenland.

Nous nous opposons à la tentative du monde impérial de contrôler, de dominer et d'exploiter les pays pauvres, même lorsque l'État danois et les alliances avec lesquelles le Danemark est affilié y participent. Mais nous ne soutenons pas non plus les intérêts des autres puissances mondiales, régionales ou locales, simplement parce qu'elles s'opposent aux États-Unis, à l'OTAN ou à l'UE. Les va-t'en-guerre sont des va-t'en-guerre, qu'ils soient ou non opposés aux États-Unis.

Nous voulons mettre un terme à la production et à l'exportation d'armes et mettre un accent particulier sur le ralentissement des exportations danoises d'armes et de matériel de surveillance vers des pays qui violent les droits humains. L'armée danoise, telle que nous la connaissons aujourd'hui, devrait être supprimée et remplacée par une organisation plus petite, capable de contribuer aux efforts de maintien de la paix des Nations Unies. Il est également important de disposer d'une organisation civile de préparation aux situations d'urgence chargée de gérer les catastrophes naturelles telles que les inondations et les incendies de forêt, au Danemark et à l'échelle internationale.

Nous soutenons les mouvements qui luttent pour la liberté et la démocratie contre les dictatures et les dirigeants oppressifs et / ou contre les interventions militaires impérialistes.

Terre verte, démocratie et socialisme

Notre objectif est une société avec un contrôle démocratique sur la production. La production doit être soutenable et fonctionner dans les limites de ce que le monde peut fournir. Atteindre cet objectif nécessite des changements fondamentaux dans la propriété des entreprises, des terres et des ressources naturelles. C'est un objectif global.

Pour garantir des structures commerciales équitables, des normes de salaire minimum et des conditions de travail globales, etc., il doit exister des institutions et des organes capables de mettre en œuvre et de surveiller le nouveau cadre mondial et de sanctionner les infractions. Sur la base des Nations Unies, l'Alliance rouge-verte s'emploie donc à mettre en place de nouvelles institutions mondiales, contraignantes et démocratiques. Il est essentiel pour l'Alliance rouge-verte que les nouvelles institutions mondiales soient démocratiques et visent à protéger les personnes et l'environnement.

La communauté internationale a besoin de démocratiser l'internet pour faire en sorte que les nouvelles capacités de communication puissent être utilisées pour soutenir la démocratie plutôt que pour la surveillance et la manipulation.

L'Alliance rouge-verte œuvre pour la propriété commune sous de nombreuses formes. Les autorités publiques, les employé-e-s, les communautés et autres associations de personnes doivent avoir le contrôle direct de la production. Cela signifie que le pouvoir économique est géré par la population et ses élu-e-s - aux niveaux local, régional, national et international. Cela impliquera une expansion radicale de la démocratie.

Nous avons besoin d'une Terre verte où règnent la paix et la place pour tous et toutes, et où peu en ont trop, et moins en ont trop peu. •

Remarque: lors de ses congrès annuels, l'Alliance rouge-verte a adopté un grand nombre de documents qui traitent de questions internationales et continuent de s'appliquer : résolutions de l'ONU de 2009 et 2012, programme de principe 2014, programme de l'UE à partir de 2015, programme de politique de production à partir de 2016, programme féministe de 2017 et le programme environnemental de 2018.

Soumis par le Conseil national (Hovedbestyrelsen) le 2 mars 2019 au Congrès annuel 2019, qui aura lieu du 5 au 6 octobre 2019.